

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
CS70527
28019 Chartres

Chartres, le 27/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LE 8ème Art SAS

BP 4

27310 Bourg-Achard

Références : IC250388
Code AIOT : 0010000049

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2025 dans l'établissement LE 8ème Art SAS implanté Les villages Vovéens 28150 Les Villages Vovéens. L'inspection a été annoncée le 05/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

- suites de la précédente inspection du 27/06/2023 (art 7.2.5, 7.7.2, 7.7.4, 7.3.3, 7.2.1, 7.2.3, 7.2.4 et 7.6.7 de l'arrêté préfectoral du 06/08/2019) ;
- suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 septembre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LE 8ème Art SAS
- Les villages Vovéens 28150 Les Villages Vovéens

- Code AIOT : 0010000049
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Le 8ème ART exploite sur le territoire de la commune des Villages Vovéens, un établissement de stockage d'artifices de divertissement, soumis à autorisation portant sur le stockage relevant de la rubrique 4220.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Explosifs
- Surveillance marché pyro/explo

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Protection contre la foudre - NC3* VI du 05/10/2020	Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.3.3.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Transports - chargements - déchargements	Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.6.7	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gardiennage et contrôle des accès - NC1* VI du 05/10/2020 (clôture)	Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.2.5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Entretien des moyens	Arrêté Préfectoral du 06/08/2019,	Avec suites, Mise en demeure, respect de	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	d'intervention - NC2* VI du 05/10/2020	article 7.7.4	prescription	
4	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.2.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Zonage des dangers engendrés par l'établissement	Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.2.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
6	Circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.2.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gardiennage et contrôle des accès - NC1* VI du 05/10/2020 (clôture)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Gardiennage et contrôle des accès
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.</p> <p>Un gardiennage est assuré en permanence. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer.</p> <p>Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir</p>

rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage. La surveillance du site sera assurée par le personnel, aidé d'un dispositif de surveillance durant les heures ouvrées, et par un dispositif de télésurveillance en dehors des heures ouvrées.

L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie, par un grillage résistant de 2 mètres de haut.

Constats :

Constat VI du 04/07/2023 :

Lors de la visite du 04/07/2023, il a été constaté que l'ensemble des installations n'est pas efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie, par un grillage résistant de 2 mètres de haut. En effet, le grillage constituant la clôture ne mesure pas 2 mètres et est endommagé à de très nombreux endroits. Dès lors, une personne étrangère à l'établissement pourrait avoir libre accès aux installations.

Inspection du 13/06/2025 :

L'inspection a contrôlé l'intégrité de la clôture. L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie, par un grillage résistant de 2 mètres de haut.

Un gardiennage est assuré par le responsable du site, pouvant intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin. Un dispositif de télésurveillance est mis en place afin d'assurer la surveillance du site.

Constat : Pas d'écart constaté.

Le point de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 septembre 2023 relatif à la clôture est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Entretien des moyens d'intervention - NC2* VI du 05/10/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.7.4

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2023

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, au minimum les moyens définis ci-après :

- par un poteau d'incendie de 100 mm normalisé (NF 61.213) piqué sur une canalisation assurant un débit minimum de 1000 litres/minute, sous une pression dynamique de 1 bar (NFS 62.200) et placé à moins de 300 mètres du bâtiment par les chemins praticables.

<p>Cet hydratant doit être implanté en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci.</p> <p>En cas d'impossibilité, la défense extérieure contre l'incendie est assurée par les moyens suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • par une réserve de 120 m³ [...] <p>Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>L'exploitant tient à jour des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local et l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat VI du 04/07/2023 :</u></p> <p>Le poteau incendie présent en extérieur du site n'a pas été contrôlé annuellement et n'est pas fonctionnel.</p> <p>Le site ne dispose pas de réserve incendie de 120 m3.</p> <p><u>Inspection du 13/06/2025 :</u></p> <p>Le débit fourni par le poteau incendie étant insuffisant, l'exploitant a installé une réserve incendie de 120 m3. Cette réserve n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de vérification des extincteurs n° 21413511 daté du 5 mars 2025. Ce rapport n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.</p> <p>Par sondage, l'inspection a contrôlé les dates des contrôles périodiques effectués sur les extincteurs.</p> <p><u>Constat : Pas d'écart constaté.</u></p> <p>Le point de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 septembre 2023 relatif aux moyens de lutte contre l'incendie est levé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 3 : Protection contre la foudre - NC3* VI du 05/10/2020

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.3.3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont</p>

réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.

Les paratonnerres à source radioactive ne sont pas admis dans l'installation.

Constats :

Constat VI du 05/10/2020 :

Le dispositif contre la foudre n'est plus opérationnel.

Constat VI du 04/07/2023 :

Depuis la dernière inspection, aucune intervention n'a été réalisée sur les dispositifs de protection contre la foudre. Ils ne sont plus opérationnels et ne répondent pas aux exigences de l'étude technique.

Inspection du 13/06/2025 :

L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport relatif à l'étude technique de protection contre la foudre n° 92860/23/2367 du 09/11/2022 ainsi que les factures n° F6006 du 30/09/2023 et n° F6521 du 30/11/2023 relatives au remplacement du point de décharge de la foudre conformément à l'étude technique.

L'exploitant a indiqué réaliser chaque mois un contrôle interne afin de vérifier que le dispositif de protection contre la foudre est opérationnel.

L'exploitant a réalisé un test concluant en présence de l'inspection.

Par courriel daté du 17/06/2025, l'exploitant a précisé à l'inspection "*concernant le rapport de vérification du dispositif contre la foudre, je n'ai pas réussi à le retrouver. C'est pourquoi, afin de repartir sur de bonnes bases, un rendez-vous avec la société de contrôle SOCOTEC a été pris. Leur intervention est prévue d'ici 2 semaines. Nous vous transmettrons le nouveau rapport une fois celui-ci effectué.*"

Dès lors, compte tenu de ce qui précède, le point de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 septembre 2023 relatif au dispositif de protection contre la foudre est maintenu.

Constat : L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir une vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : État des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks de produits dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 04/07/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2023
Prescription contrôlée : <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et mélanges dangereux présents dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité. Les incompatibilités entre les substances et mélanges, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature (notamment phrases de risques ou mentions de danger), leur classement dans la nomenclature des installations classées, et la quantité des substances et mélanges dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>Plus précisément, concernant l'inventaire des produits pyrotechniques, l'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature, la quantité et, le cas échéant, la date de fabrication, et, pour les produits explosifs, la division de risque et le groupe de compatibilité ainsi que la quantité de matière active des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services de secours ou d'urgence compétents et de l'inspection des installations classées. Il peut être informatisé sous réserve que les moyens d'exploitation permettent la lecture des données et leur impression sous une forme telle que l'autorité administrative puisse obtenir facilement les informations demandées par le présent point.</p> <p>Ce registre peut être consulté à tout moment, sans avoir besoin de pénétrer dans le bâtiment concerné.</p> <p>Il a pour objectif minimum :</p> <ul style="list-style-type: none">• que l'exploitant connaisse en permanence l'état de ses stocks ;• que l'exploitant s'assure que le timbrage de ses différents locaux de stockage n'est jamais dépassé ;• de permettre, le cas échéant, le suivi du vieillissement des produits ;• de donner toutes les informations nécessaires à l'intervention des services de secours ou d'urgence compétents.
Constats : <p><u>Constat VI du 04/07/2023 :</u></p> <p>Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par mail d'état des stocks au jour de l'inspection. Cet inventaire des produits pyrotechniques stockés précise les références des articles, leur description (dénomination, diamètre, couleur), leur quantité unitaire ainsi que leurs</p>

quantités de matière active en Kg.

Toutefois, ce registre n'indique pas :

- la nature (notamment phrases de risques ou mentions de danger) ;
- la division de risque et le groupe de compatibilité ;
- leur classement dans la nomenclature des installations classées.

De plus, l'exploitant ne dispose pas de plan général des stockages.

Inspection du 13/06/2025 :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté un inventaire des produits pyrotechniques stockés précisant les références des articles, leur description (dénomination, diamètre, couleur), leur quantité unitaire ainsi que leurs quantités de matière active en Kg par cellule.

Toutefois, les 8 inventaires correspondant aux 8 magasins de stockages ne précisent pas la nature (notamment phrases de risques ou mentions de danger), leur classement dans la nomenclature des installations classées, et la quantité des substances et mélanges dangereux détenus et, pour les produits explosifs, la division de risque et le groupe de compatibilité ainsi que la quantité de matière active des produits dangereux détenus.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan général des stockages.

Par courriel daté du 17/06/2025, l'exploitant a transmis un plan général des stockages ainsi qu'une photo *"du tableau où sont notés les quantités de matière active par bâtiment, la catégorie et la classe des produits ainsi que le plan du site avec les zones d'effets."* L'exploitant a indiqué que *"ce tableau sera mis en place dans les prochains jours et viendra compléter les feuilles de stocks déjà présentes sur le site."*

La réponse de l'exploitant permet de lever la non conformité constatée lors de la visite du 13/06/2025.

Constat: Pas d'écart constaté.

Le point de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 septembre 2023 relatif à l'état des stocks des produits dangereux est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Zonage des dangers engendrés par l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Zonage des dangers Engendrée par l'établissement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2023

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant dispose d'un plan à jour sur lequel les limites des zones d'effets pyrotechniques sont reportées. [...]

Constats :

Constat VI du 04/07/2023 :

L'exploitant ne dispose pas de plan sur lequel les limites des zones d'effets pyrotechniques sont reportées.

Inspection du 13/06/2025 :

L'inspection a constaté qu'un plan sur lequel les limites des zones d'effets pyrotechniques sont reportées est affiché sur le mur extérieur du local situé à l'entrée du site. Toutefois, le soleil a effacé les couleurs du plan, le rendant illisible.

Par courriel daté du 17/06/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection "*une photo du tableau où sont notés les quantités de matière active par bâtiment, la catégorie et la classe des produits ainsi que le plan du site avec les zones d'effets.*" L'exploitant a précisé que "*ce tableau sera mis en place dans les prochains jours et viendra compléter les feuilles de stocks déjà présentes sur le site.*"

Dès lors, compte tenu de ce qui précède, le point de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 septembre 2023 relatif au plan sur lequel les limites des zones d'effets pyrotechniques est levé.

Constat : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, circulation dans l'établissement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2023

Prescription contrôlée :

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. [...]

Constats :**Constat VI du 04/07/2023 :**

Le site ne dispose pas de voies de circulations définies, délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Aucune voie n'est aménagée pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. Aucune règle de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement n'est portée à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Inspection du 13/06/2025 :

L'inspection a constaté que l'exploitant a défini à l'aide de cordes et de piquets une zone de chargement et déchargements des produits pyrotechniques.

Les zones de circulation sont entretenues et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage.

Constat : Pas d'écart constaté.

Le point de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 septembre 2023 relatif aux moyens de lutte contre l'incendie est levé.

L'inspection note que le chemin communal permettant l'accès au site est en mauvais état et n'est pas aménagé pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

L'inspection invite l'exploitant à se rapprocher de la commune pour améliorer l'accès à son site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Transports - chargements - déchargements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2019, article 7.6.7

Thème(s) : Risques accidentels, Transports - chargements - déchargements

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2023

Prescription contrôlée :

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

Constats :

Constat VI du 04/07/2023 :

Le site ne dispose d'aucune zone aménagée pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses pour le chargement et le déchargement.

Inspection du 13/06/2025 :

L'inspection a constaté que l'exploitant a défini, à l'aide de cordes et piquets, une zone de chargement et déchargements des produits pyrotechniques au milieu du site sur la pelouse. Cette zone n'est toutefois pas étanche.

L'exploitant a confirmé ne recevoir aucun chargement de véhicules citernes.

Le point de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 septembre 2023 relatif aux moyens de lutte contre l'incendie est maintenu.

Constat : L'aire de chargement et déchargement des produits solides n'est pas étanche et aménagée pour récupérer les fuites éventuelles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois